

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 93 — 671

24 FEVRIER 1993. — Arrêté ministériel portant diverses mesures en faveur des agents du Ministère des Finances touchés par la restructuration de l'Administration des douanes et accises

Le Ministre des Finances,
Le Ministre du Budget,

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, notamment l'article 7;

Vu le protocole du 7 novembre 1991 du Comité de secteur II — Finances;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 décembre 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures faisant l'objet du présent arrêté sont indissociables de celles inscrites dans l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant diverses mesures en faveur des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993; qu'il s'impose dès lors de fixer dès à présent les mesures d'accompagnement destinées aux agents auxquels ledit arrêté du 7 décembre 1992 est applicable,

Arrêtent :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents de l'Administration des douanes et accises mutés ou utilisés d'office conformément aux articles 9 à 23 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant diverses mesures en faveur des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises dont l'emploi est supprimé par suite de l'instauration du marché intérieur de 1993.

CHAPITRE II. — *La prime de recyclage*

Art. 2. Il est accordé aux agents visés à l'article 1^{er} utilisés en dehors de l'Administration des douanes et accises, une prime de recyclage, ci-après dénommée prime, aux conditions fixées par le présent chapitre.

Art. 3. La prime s'élève à un montant de 3 100 francs par mois.

En cas de prestations incomplètes, ce montant est fixé au prorata des prestations effectuées.

Art. 4. La prime est payable mensuellement et à terme échu.

Elle est due pour les douze premiers mois suivant le mois au cours duquel le fonctionnaire est utilisé d'office.

CHAPITRE III. — *Avantages octroyés en cas de déménagement*

Section 1^{re}. — *Indemnité de déménagement*

Art. 5. Il est alloué une indemnité forfaitaire de déménagement aux agents visés à l'article 1^{er} qui rapprochent leur domicile de leur nouvelle résidence administrative endéans les deux années suivant la mutation ou l'utilisation.

L'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} est également attribuée aux agents définitifs de l'Administration des douanes et accises qui avaient introduit au plus tard le 1^{er} juillet 1991 une demande de mutation vers une résidence visée à l'article 1^{er}, 2^o et 3^o de l'arrêté royal précité du 7 décembre 1992, pour autant que :

a) cette mutation leur aurait permis de se rapprocher de leur domicile;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 671

24 FEBRUARI 1993. — Ministerieel besluit houdende diverse maatregelen ten gunste van personeelsleden van het Ministerie van Financiën getroffen door de herstructurering van de Administratie der douane en accijnzen

De Minister van Financiën,
De Minister van Begroting,

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het protocol van 7 november 1991 van het Sectorcomité II — Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 december 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 december 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de maatregelen die het voorwerp zijn van dit besluit onafscheidbaar zijn van deze vervat in het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993; dat het derhalve noodzakelijk is onmiddellijk de begeleidingsmaatregelen vast te stellen die bedoeld zijn voor de personeelsleden op wie het genoemd besluit van 7 december 1992 toepasselijk is,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de Administratie der douane en accijnzen die van ambtswege gemuteerd of gebezigd worden overeenkomstig de artikelen 9 tot 23 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende diverse maatregelen ten gunste van de ambtenaren van de buitendiensten van de Administratie der douane en accijnzen van wie de betrekking wordt afgeschaft ten gevolge van het tot stand komen van de interne markt in 1993.

HOOFDSTUK II. — *Omscholingspremie*

Art. 2. Aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die buiten de Administratie der douane en accijnzen worden gebezigd, wordt een omscholingspremie, hierna premie genoemd, toegekend onder de in dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden.

Art. 3. De premie bedraagt 3 100 frank per maand.

In het geval van onvolledige prestaties wordt dit bedrag vastgesteld pro rata de geleverde prestaties.

Art. 4. De premie wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald.

Zij is verschuldigd voor de eerste twaalf maanden volgend op de maand waarin de ambtenaar van ambtswege wordt gebezigd.

HOOFDSTUK III. — *Voordelen toegekend bij verhuis*

Afdeling 1. — *Verhuisvergoeding*

Art. 5. Een forfaitaire verhuisvergoeding wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde ambtenaren die binnen twee jaar na hun mutatie of beziging hun woonplaats dichter bij hun administratieve standplaats vestigen.

De in het eerste lid bedoelde vergoeding wordt eveneens toegekend aan de vastbenoemde personeelsleden van de Administratie der douane en accijnzen die ten laatste op 1 juli 1991 een mutatieaanvraag hadden ingediend naar een in artikel 1, 2^o en 3^o van het hiervoor vermelde koninklijk besluit van 7 december 1992 bedoelde standplaats, voor zover :

a) die mutatie hen dichter bij hun woonplaats zou hebben gebracht;

b) les agents soient maintenus dans la résidence administrative qui était la leur à la date du 1^{er} juillet 1991;

c) leur déménagement les rapproche de leur résidence administrative;

d) l'intéressé communique à l'Administration des douanes et accises endéans les trois mois à dater de l'instauration du marché intérieur, sa décision de déménager;

e) le déménagement intervienne dans les neuf mois qui suivent la communication visée au d).

Art. 6. Le montant de l'indemnité est fixé à 100 000 francs. Elle est due une seule fois.

Art. 7. Le bénéfice de l'indemnité de déménagement visée au présent chapitre exclut la liquidation de toute autre indemnité de même nature.

Elle comprend l'indemnité prévue par l'arrêté royal du 13 avril 1965 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des membres du personnel des ministères.

Section 2. — Dispense de service

Art. 8. Pour le déménagement, il est accordé, à l'agent visé à l'article 5 une dispense de service de cinq jours. Elle peut être prolongée, en cas de circonstances exceptionnelles, par décision motivée du chef de service.

CHAPITRE IV. — Les indemnités de réorganisation

Section 1re. — L'indemnité pour frais de parcours

Art. 9. Il est alloué aux agents visés à l'article 1^{er} une indemnité pour frais de parcours quand la distance entre leur domicile et leur nouvelle résidence administrative est supérieure à la distance entre leur domicile et leur résidence administrative antérieure.

Art. 10. § 1er. S'il peut être fait usage de moyens de transport en commun, le montant de l'indemnité pour frais de parcours est égal aux frais de parcours supplémentaires réels résultant du changement de résidence administrative étant entendu que pour les trajets effectués en chemin de fer, seuls peuvent être pris en considération les tarifs des abonnements de 2e classe.

§ 2. Si les déplacements comportent des trajets qui ne peuvent être effectués au moyen de transport en commun, il est tenu compte, pour ces distances, d'un montant égal au prix d'un abonnement ordinaire de 2e classe en chemin de fer.

Art. 11. L'octroi de l'indemnité pour frais de parcours visée à la présente section exclut la liquidation de tout autre indemnité de même nature pour la même période et le même trajet.

Art. 12. L'indemnité est octroyée pendant une durée de trente-six mois à dater de la mutation ou l'utilisation visées à l'article 1^{er}.

Section 2. — L'indemnité de désagrément

Art. 13. Une indemnité de désagrément est allouée aux agents visés à l'article 1er qui par suite du changement de résidence administrative voient la durée du trajet aller-retour depuis leur domicile augmenter de plus de soixante minutes.

Art. 14. L'indemnité de désagrément est fixée à :
607 francs par jour si l'augmentation de la durée du trajet aller-retour de l'agent visé à l'article 13 est égale ou dépasse deux heures;
405 francs par jour si elle est inférieure à deux heures.

Art. 15. L'augmentation de la durée du trajet est calculée sur base de l'horaire des transports en commun. Pour les trajets pour lesquels il n'existe pas de tels transports, la référence sera la durée réelle moyenne des déplacements.

Art. 16. L'indemnité est octroyée pendant une durée de douze mois à dater de la mutation ou l'utilisation visées à l'article 1^{er}.

Section 3. — Dispositions communes

Art. 17. Par dérogation aux articles 12 et 16, les indemnités de réorganisation cessent d'être dues dès que le fonctionnaire déménage et reçoit l'indemnité de déménagement visée au chapitre III, section 1.

Art. 18. Les indemnités de réorganisation sont payées mensuellement et à terme échu.

b) ze in de administratieve standplaats die ze op 1 juli 1991 bezetten, behouden zijn gebleven;

c) de verhuis hen dichter brengt bij hun administratieve standplaats;

d) de betrokkene binnen drie maanden vanaf de oprichting van de interne markt aan de Administratie der douane en accijzen zijn voornemen om te verhuizen meedeelt;

e) de verhuis gebeurt binnen negen maanden na de in d) bedoelde kennisgeving.

Art. 6. De verhuisvergoeding bedraagt 100 000 frank. Ze is maar een aal verschuldigd.

Art. 7. De toekenning van de in dit hoofdstuk bepaalde verhuisvergoeding sluit de uitkering van elke andere vergoeding van dezelfde aard uit.

Ze omvat de vergoeding bepaald bij het koninklijk besluit van 13 april 1965 tot regeling van de bijdrage van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering van de leden van het personeel der ministeries.

Afdeling 2. — Dienstvrijstelling

Art. 8. Aan de in artikel 5 bedoelde ambtenaar worden voor de verhuis vijf dagen dienstvrijstelling toegekend. In buitengewone omstandigheden kan die worden verlengd bij een gemotiveerde beslissing van de dienstchef.

HOOFDSTUK IV. — De reorganisatievergoedingen

Afdeling 1. — Vergoeding voor verplaatsingskosten

Art. 9. Een vergoeding voor verplaatsingskosten wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde ambtenaren wanneer de afstand tussen hun woonplaats en hun nieuwe administratieve standplaats groter is dan de afstand tussen hun woonplaats en hun vroegere administratieve standplaats.

Art. 10. § 1. Indien gebruik kan worden gemaakt van het gemeenschappelijk vervoer is het bedrag van de vergoeding voor verplaatsingskosten gelijk aan de werkelijke bijkomende reiskosten veroorzaakt door de verandering van administratieve standplaats, met dien verstande dat voor de trajecten afgelegd per spoor enkel de tarieven van de abonnements, 2e klasse in aanmerking worden genomen.

§ 2. Wanneer in de verplaatsingen trajecten voorkomen die niet met het gemeenschappelijk vervoer kunnen afgelegd worden, wordt voor die afstanden een bedrag in rekening gebracht gelijk aan de prijs van een gewoon spoorwegabonnement 2e klasse.

Art. 11. De toekenning van de in deze afdeling bepaalde vergoeding voor verplaatsingskosten sluit de uitkering van elke andere soortgelijke vergoeding voor dezelfde periode en hetzelfde traject uit.

Art. 12. De vergoeding wordt toegekend gedurende zesentwintig maanden te rekenen vanaf de mutatie of beziging bedoeld in artikel 1.

Afdeling 2. — Ongeriefvergoeding

Art. 13. Een ongeriefvergoeding wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde ambtenaren die ingevolge hun verandering van administratieve standplaats per dag heen en terug vanuit hun woonplaats meer dan zestig minuten langer onderweg zijn.

Art. 14. De ongeriefvergoeding bedraagt :
607 frank per dag indien de in artikel 13 bedoelde ambtenaar per dag minstens twee uur langer onderweg is;
405 frank per dag indien hij per dag minder dan twee uur langer onderweg is.

Art. 15. Voor de berekening van de reisduur geldt de uurregeling van het gemeenschappelijk vervoer. Voor de trajecten waarvoor geen dergelijke vervoermiddelen bestaan, zal de gemiddelde werkelijke duur van de verplaatsingen worden in aanmerking genomen.

Art. 16. De vergoeding wordt toegekend gedurende twaalf maanden te rekenen vanaf de mutatie of beziging bedoeld in artikel 1.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 17. In afwijking van de artikelen 12 en 16 zijn de reorganisatievergoedingen niet meer verschuldigd van zodra de ambtenaar verhuist en hiervoor de in hoofdstuk III, afdeling 1 bepaalde verhuisvergoeding krijgt.

Art. 18. De reorganisatievergoedingen worden maandelijks en na vervallen termijn betaald.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1993.

Bruxelles, le 24 février 1993,

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Budget,
Mme M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Brussel, 24 februari 1993.

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Begroting,
Mevr. M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 93 — 672

**Décision du Chef du Service Vétérinaire
du 17 mars 1993 portant des mesures de prévention
contre la fièvre aphteuse**

Le Chef du Service Vétérinaire,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990 et 20 juillet 1991, notamment l'article 6, § 2;

Vu l'accord du Fonctionnaire dirigeant de l'Institut d'Expertise Vétérinaire donné le 17 mars 1993;

Considérant que suite à la déclaration de foyers de fièvre aphteuse en Italie, il est nécessaire de prendre des mesures immédiates en vue de prévenir l'introduction de la fièvre aphteuse dans le Royaume,

Décide :

Article 1er. § 1er. 1. Tout moyen de transport destiné au transport de biongulés, qui pénètre sans chargement sur le territoire du Royaume, doit, avoir été nettoyé minutieusement et désinfecté préalablement à son entrée sur le territoire du Royaume.

2. Tout moyen de transport destiné au transport de biongulés, qui pénètre avec un chargement sur le territoire du Royaume doit être nettoyé minutieusement et désinfecté à l'endroit du déchargement des animaux.

3. Elk moyen de transport destiné au transport de biongulés, qui pénètre sur le territoire du Royaume doit être à nouveau désinfecté, avant tout chargement d'animaux. Cette obligation ne s'applique pas aux véhicules visés au point 2, pour autant que le déchargement ait eu lieu dans un abattoir et que la désinfection s'y soit déroulée conformément à la présente décision.

§ 2. Pour l'application de la désinfection visée au § 1er, 3, le moyen de transport est présenté à l'endroit de désinfection d'un abattoir est présenté à l'endroit de désinfection d'un abattoir entre 7 et 12 heures, pendant les jours d'activité d'abattage.

La désinfection y sera effectuée sous la surveillance d'un expert vétérinaire de l'Institut d'Expertise Vétérinaire.

§ 3. L'expert vétérinaire de l'Institut d'Expertise Vétérinaire inscrit de se propre main, dans le carnet de désinfection, la date et l'heure de la désinfection, le nom de l'abattoir, et appose son cachet nominatif et sa signature.

§ 4. En ce qui concerne les moyens de transport pour lesquels le chauffeur, en vertu des dispositions de l'arrêté ministériel du 21 février 1951 relatif à l'assainissement des moyens de transport ayant servi à des animaux, ne dispose pas du carnet de désinfection, la mention dans le carnet de désinfection prévue au § 3 du présent article sera remplacée par un document correctement rempli et signé conformément au modèle repris à l'annexe de la présente décision.

§ 5. Les frais inhérents à l'application de la présente décision sont à charge du responsable du véhicule concerné.

Art. 2. § 1er. Les infractions aux dispositions de la présente décision sont punies conformément à la loi du 24 mars 1987.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du § 1er du présent article, l'agrément provisoire délivré en vertu de l'arrêté royal du 22 août 1984 relatif à l'agrément des personnes qui commercialisent et transportent des animaux domestiques, est retiré en cas d'infraction à la présente décision.

Art. 3. La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur à partir du trente et unième jour suivant cette publication.

Bruxelles, le 17 mars 1993.

L'Inspecteur général,
Dr. J. Tambour.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 93 — 672

**Beslissing van het Hoofd van de Diergeneeskundige Dienst
van 17 maart 1993 houdende maatregelen
ter voorkoming van mond- en klauwzeer**

Het Hoofd van de Diergeneeskundige Dienst,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987 gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 20 juli 1991, inzonderheid artikel 6, § 2;

Gelet op het akkoord van de Leidend ambtenaar van het Instituut voor Veterinaire Keuring, gegeven de 17 maart 1993;

Overwegende dat, als gevolg van het vaststellen van haarden van mond- en klauwzeer in Italië, het noodzakelijk is onverwijld maatregelen uit te vaardigen ter voorkoming van de insleep van mond- en klauwzeer in het Rijk,

Beslist :

Artikel 1. § 1. 1. Elk voertuig waarmee tweehoevigen worden vervoerd, dat zonder lading op het grondgebied van het Rijk binnenkomt, moet reeds grondig zijn gereinigd en ontsmet vóór het binnenkomen op het grondgebied van het Rijk.

2. Elk voertuig waarmee tweehoevigen worden vervoerd, dat met een lading op het grondgebied van het Rijk binnenkomt moet op de plaats waar de dieren worden afgeladen grondig worden gereinigd en ontsmet.

3. Elk voertuig waarmee tweehoevigen worden vervoerd, dat op het grondgebied van het Rijk binnenkomt, moet vóór elke inlading van dieren, opnieuw worden ontsmet. Deze verplichting is niet van toepassing voor de voertuigen bedoeld bij punt 2, voor zover het afladen heeft plaats gehad in een slachthuis en de ontsmetting werd uitgevoerd overeenkomstig deze beslissing.

§ 2. Voor de toepassing van de ontsmetting bedoeld bij § 1, 3^o, wordt het voertuig aangeboden op de ontsmettingsplaats van een slachthuis tussen 7 en 12 uur, gedurende de dagen waarop wordt geslacht.

De ontsmetting zal er worden uitgevoerd onder het toezicht van een dierenarts-keurder van het Instituut voor Veterinaire Keuring.

§ 3. De dierenarts-keurder van het Instituut voor Veterinaire Keuring schrijft eigenhandig in het ontsmettingsboek de datum en het uur van de ontsmetting en de naam van het slachthuis in en brengt zijn naamstempel en handtekening aan.

§ 4. Wat betreft de voertuigen waarvan de geleider, krachtens de bepalingen van het ministerieel besluit van 21 februari 1951 betreffende de gezondmaking der vervoermiddelen die gediend hebben voor dieren, niet beschikt over een ontsmettingsboek, wordt de vermelding het ontsmettingsboek, voorzien in § 3 van dit artikel, vervangen door een behoorlijk ingevuld en ondertekend document overeenkomstig het model in bijlage bij dit besluit.

§ 5. De kosten die voortvloeien uit de toepassing van dit besluit vallen ten laste van de verantwoordelijke van het betrokken voertuig.

Art. 2. § 1. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden gestraft overeenkomstig de diergezondheidswet van 24 maart 1987.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van § 1 van dit artikel, wordt de voorlopige erkenning, afgeleverd krachtens het koninklijk besluit van 22 augustus 1984 betreffende de erkenning van personen die huisdieren verhandelen en vervoeren, ingeval van overtreding van dit besluit, ingetrokken.

Art. 3. Deze beslissing treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op van kracht te zijn vanaf de eenendertigste dag volgend op deze bekendmaking.

Brussel, 17 maart 1993.

De Inspecteur-generaal
Dr. J. Tambour